

## Le trou de la Sécu : notre argent leur profite

Chaque fois qu'on nous reparle de la sécurité sociale, c'est pour nous dire qu'il y a un "trou", et que c'est notre faute. Nous allons trop au médecin, nous nous gavons de médicaments. D'un autre côté, les syndicats, les partis de gauche nous disent que la "sécu" est en danger, qu'il faut la défendre. Alors qui croire?

Dire que la population se soigne trop, c'est vraiment ordurier. Nous ne sommes pas du tout égaux, selon que l'on est ouvrier ou cadre, pour ce qui est de la santé. L'espérance moyenne de vie d'un manoeuvre est de 71 ans, celle d'un ingénieur de 80 ans : 9 ans d'écart !

Et les choses ne vont pas en s'améliorant. Depuis vingt ans, le manoeuvre a gagné un an et demi d'espérance de vie, et l'ingénieur 4. Les plus démunis repoussent le moment de se soigner : officiellement, un français sur quatre doit renoncer à des soins pour raisons financières. On ne va plus voir le dentiste parce que c'est trop mal remboursé.

Alors, si c'est vrai que certains abusent de l'argent de la sécu et dépensent trop, c'est du côté des plus riches qu'il faut les chercher, du côté de ceux qui osent nous faire la morale.

Il y a un siècle ou deux, il n'y avait aucune protection pour l'ouvrier qui tombait malade ou qui était licencié, pour la jeune mère qui devait s'arrêter de travailler, ou pour l'ouvrier trop vieux et usé par le travail : rien, ni retraite, ni allocations. Ce sont les ouvriers eux-mêmes, avec quelques sous récoltés en commun, sur leur salaire, qui ont commencé à organiser des "*caisses d'entraide*", des "*sociétés de secours mutuel*", des "*fraternelles*". Et les patrons leur faisaient la chasse parce que c'était un endroit où se créait la solidarité entre travailleurs.

Cela a été une longue bagarre, mais les travailleurs ont maintenu cette entraide. L'idée est alors venue au gouvernement de changer de méthode. Au lendemain de la seconde guerre, c'est de Gaulle qui met en place la Sécurité Sociale : la société d'entraide ouvrière passe entre les mains de l'Etat ; les cotisations, au lieu d'être volontaires, sont prélevées automatiquement sur le salaire. Mais c'est bien notre argent qui sert toujours à nous

rembourser. Pour donner le change, on invente une soi-disant part patronale : le patron paie une part qui n'est en fait qu'une part du salaire envoyée à la Sécu au lieu d'être mise sur la paye.

Eh bien, depuis 20 ans, qu'a fait l'Etat ? Il a régulièrement augmenté les cotisations ouvrières, et il a baissé celles des patrons. Ceux-ci ont vu leurs charges baisser de 28 milliards en 1994. Les patrons ont le droit "d'oublier" de payer, car pour eux, le prélèvement n'est pas automatique : ils doivent ainsi 75 milliards pour 1993.

Le fameux "*trou*" de la Sécu -56 milliards pour 1993-, c'est eux qui le creusent. Tout se passe comme si, non seulement les cotisations des plus pauvres permettent aux plus riches de bien se faire rembourser, mais en plus, les patrons se servent dans ce qui était autrefois une caisse ouvrière.

Le nombre de travailleurs a augmenté, et l'argent de la Sécu, 2 000 milliards de francs par an, est si énorme que les gros capitalistes, les assurances entre autres, lorgnent dessus en bavant d'avance. C'est leur spécialité de faire de l'argent avec l'argent des autres. L'Etat leur a donné l'exemple, en prêtant 110 milliards à la Sécu, avec intérêts à rembourser en plus. Dans ce monde pourri par le fric, il ne fait pas bon être faible : dès qu'on est endetté, il se trouve un rapace pour vous exploiter plus encore

La Sécu n'est pas le système idéal qu'on nous dit. C'est une caisse de pauvres qu'ils ont accaparée. La première sécurité, aujourd'hui comme hier, est dans notre solidarité et notre entraide. Quant à la véritable sécurité pour les travailleurs, c'est de mettre en place un Etat d'où seront écartés les riches et les puissants, où l'on interdira le chômage, et où le salaire ne sera plus cette misère qui fait que le moindre aléa de la vie nous la rend impossible.